



INSTITUT
POUR LA JUSTICE
CITOYENS POUR L'ÉQUITÉ

Paris, le 23 octobre 2014

Islam radical en prison : passons enfin aux actes

L'Institut pour la Justice, association citoyenne œuvrant pour une justice plus protectrice des citoyens et plus équitable à l'égard des victimes, **exige que le gouvernement prenne d'urgence toutes les mesures nécessaires contre la radicalisation, notamment islamiste, en prison.**

Après la publication d'un rapport rédigé par le député Guillaume Larrivé, le gouvernement doit, enfin, prendre à bras le corps la question de la radicalisation islamiste en prison. **Il s'agit d'une bombe à retardement quand on pense aux profils de Mehdi Nemmouche ou Mohamed Merah.**

Le député avance des mesures adaptées aux spécificités de cette menace qui avaient d'ailleurs déjà été envisagées, pour certaines, par le président de la Commission des lois, M. Jean-Jacques Urvoas.

La réforme pénale menée par la garde des Sceaux a renoncé à s'intéresser à ces questions et à moderniser le milieu carcéral, tout comme l'encellulement individuel vient une nouvelle fois d'être reporté. Pourtant, la gravité de la situation appelle à des mesures fortes à concrétiser dans nos prisons, notamment le plan de sécurisation promis en 2013 aux agents de l'administration pénitentiaire et dont on ne sait pas ce qu'il est devenu.

L'Institut pour la Justice demande à la garde des Sceaux et au gouvernement de mettre en œuvre en urgence les solutions indispensables pour lutter contre la radicalisation en prison : la construction d'au moins 20 000 nouvelles places, l'embauche significative d'imams agréés et de surveillants pénitentiaires, le rétablissement des fouilles, la généralisation du travail et de l'enseignement, l'évaluation de la dangerosité, le renforcement du renseignement en prison (écoutes, agents,...) et l'interdiction stricte des téléphones portables.

Contact presse : Arnaud Beck, 06 98 76 58 58

L'Institut pour la Justice est une association loi 1901 qui fédère des centaines de milliers de citoyens ; c'est aussi un think tank qui regroupe des juristes, des praticiens du droit et des criminologues. Son objectif est de promouvoir une justice plus protectrice pour les citoyens et plus équitable vis-à-vis des victimes. Son indépendance est garantie par son refus de toute subvention publique ou privée, ses actions étant financées par ses 50 000 membres donateurs. Créé en 2007, l'Institut pour la Justice s'est fait connaître du grand public par son Pacte 2012, signé par plus de 1 700 000 internautes.